

Sommaire

Politique

La Côte d'Ivoire présente ses acquis

Fraternité Matin - samedi 19 octobre 2019

Du meeting de vérité au meeting de la plateforme du Pdc et ses alliés

Le Matin - samedi 19 octobre 2019

Guillaume Soro : «Je serai déjà en Côte d'Ivoire la semaine prochaine»; « C'est décidé, je suis candidat »

Soir Info - samedi 19 octobre 2019

La place Jean-Paul II fin prête pour accueillir la grand'messe

Le Nouveau Réveil - samedi 19 octobre 2019

Conjoncture économique et sociale

Les opérateurs économiques invités à sortir de l'informel

Le Temps - samedi 19 octobre 2019

Amadou Gon Coulibaly se félicite de l'excellente coopération

Fraternité Matin - samedi 19 octobre 2019

Des pluies font plus d'une vingtaine de morts

Fraternité Matin - samedi 19 octobre 2019

Un enjeu à 100 milliards de dollars

Enquête (SEN) - samedi 19 octobre 2019

Conseil exécutif de l'Unesco à Paris / Une délégation ivoirienne, conduite par Kandia Camara, ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, a pris part à la 207e session du Conseil exécutif de l'Unesco qui se tient à Paris, du 9 au 23 octobre 2019.

La Côte d'Ivoire présente ses acquis



ISABELLE SOMIAN

La représentante de la Côte d'Ivoire, Kandia Camara, a, en plus du bilan, dévoilé les perspectives du pays, en mettant l'accent sur deux projets soumis par le pays à l'Unesco.

Les acquis sont, entre autres, le programme post-conflit dont a bénéficié la Côte d'Ivoire, le soutien à l'alphabétisation, l'inscription de la danse Zaouli au patrimoine mondial, l'organisation de la 6e édition d'AfriMAB à Abidjan, l'accord pour la création de l'école de la Paix à la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix, etc". Ces bons points, résumant le bilan de la Côte d'Ivoire, ont été présentés par Kandia Camara, présidente de la Commission nationale ivoirienne pour l'Unesco et déléguée de la Côte d'Ivoire au Conseil exécutif, à Paris, le lundi 14 octobre. C'était à la faveur de la 207e session du Conseil exécutif de l'Unesco qui se tient à Paris, du 9 au 23 octobre 2019. Cette session marquait la fin du mandat de la Côte d'Ivoire au sein de l'institution, après quatre années de siège. La représentante de la Côte d'Ivoire, Kandia Camara, a, en plus du bilan, dévoilé les perspectives du pays, en mettant l'accent sur deux projets soumis par le pays à l'Unesco. Il s'agit des principes d'Abidjan sur le droit à l'éducation adopté par consensus par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies à Genève, en juin 2019. Et d'un projet de programme d'urgence spécial pour la préservation des rivières, des fleuves, et des mers d'Afrique. Pour la ministre Kandia Camara, l'Unesco devrait s'en approprier en les adoptant lors de ses prochaines sessions, a-telle souhaité. Par ailleurs, la 207e session du Conseil exécutif a été l'occasion pour Madame le ministre d'adresser, au nom de la Côte d'Ivoire, ses félicitations au Premier ministre d'Éthiopie, lauréat 2019 du prix Félix Houphouët Boigny et du prix Nobel de la paix 2019.



Rassemblement de l'opposition ce samedi à Yamoussoukro

Du meeting de vérité au meeting de la plateforme du Pdcî et ses alliés



Il ne faut pas se leurrer, il y a un sous-entendu politique très important aux Journées politiques et d'hommage au président Félix Houphouët-Boigny qu'organise le Pdcî-Rda, sur les terres natales du père fondateur de la Côte d'Ivoire moderne, depuis vendredi 18 octobre 2019. En effet, au-delà du clinquant et des bruits de mobilisation populaire, en prenant prétexte de la commémoration de l'anniversaire de naissance de Félix Houphouët-Boigny, qui aurait 114 ans s'il était encore vivant, pour investir la capitale politique et administrative de la Côte d'Ivoire, le président Henri Konan Bédié et son parti n'ont qu'une seule idée en tête : nettoyer les traces des ex-cadres du Pdcî-Rda partis au Rhdp qui ont investi le "V baoulé" pour le mettre sous coupe réglée pour le compte du parti houpouétiste. Et rien d'autres. En termes de démonstration populaire et de mobilisation de foules, le meeting conjoint Pdcî-Fpi du samedi 14 septembre dernier au Parc des sports de Treichville, a montré le niveau d'attraction que ces deux partis ont encore dans l'opinion publique nationale. Là où les organisateurs avaient crié à hue et à dia qu'ils mobiliseraient entre 50 mille et 100 mille personnes à Treichville, c'est finalement au "déferlement" d'une demi-douzaine de milliers de militants qu'on a eu droit. Donc à la vérité, l'enjeu n'est pas tellement de mobiliser plus que le Rhdp à cette cérémonie d'hommage à feu Félix Houphouët-Boigny, mais surtout de montrer que le Pdcî-Rda résiste devant l'avancée notable du Rhdp, et est même plus que jamais vivant sur ses terres du Grand Centre. Le président Henri Konan Bédié se retrouve donc face à ses ex-cadres de cette région pour le combat de contrôle de cette zone géopolitique stratégique. Autant le dire, s'il y a eu véritablement saignée au niveau des cadres au Pdcî-Rda, c'est indubitablement dans cette zone du

Grand Centre. Jeannot Ahoussou Kouadio, Charles Koffi Diby, les ministres Jean-Claude Kouassi, Amédé Kouakou Koffi, Raymonde Goudou, pour ne citer que ceux-là, véritables porteurs d'eau du parti septuagénaire avant le 17 juin 2018, date du Bureau politique de la rupture, sont partis rejoindre le Rhdp. Depuis, ces cadres-là sont en 1ère ligne pour investir leurs zones d'origine aux fins d'y implanter ou d'y réimplanter [c'est selon] le nouveau parti houpouétiste. Si dans un 1er temps, le président du Pdcî-Rda avait semblé banaliser leurs actions, n'empêche que la mayonnaise a commencé à prendre et à bien prendre dans le Grand Centre. Et cela a commencé à faire trembler la "Maison Pdcî". Bédié montre donc en 1er ligne pour tenter de mettre ou remettre de l'ordre. Y réussira-t-il ? En revenant sur ses "terres" après les succès des tournées dans la zone du président Jeannot Ahoussou Kouadio et du ministre Amédé Kouakou Koffi, après le succès populaire de la mémorable journée d'hommage au président de la République, Alassane Ouattara, à Toumodi, organisée par la ministre Raymonde Goudou, et le récent séminaire de mise en route des Coordonnateurs régionaux et Coordonnateurs régionaux associés du Rhdp, le président du Pdcî-Rda veut remettre en selle son parti et les quelques cadres qui lui sont restés. Mais que valent-ils devant les autres ?

J.C.M



SITUATION POLITIQUE / HIER SUR FRANCE 24 ET RFI

Guillaume Soro : «Je serai déjà en Côte d'Ivoire la semaine prochaine»; « C'est décidé, je suis candidat »



Guillaume Soro est déterminé à prendre le palais présidentiel en 2020. (Ph DR)

Le président du Comité politique (Cp), Guillaume Kigbafori Soro, était sur les antennes de France 24 et Radio France internationale (Rfi), vendredi 18 octobre 2019, dans le cadre d'une interview. A cœur ouvert, l'ancien président du Parlement a livré son ambition pour 2020, parlant de Alassane Ouattara, Laurent Gbagbo et Henri Konan Bédié.

Est-ce que vous allez bien être candidat à la présidentielle, l'an prochain ?

Il y a longtemps, j'ai beaucoup réfléchi à cette question qui m'a maintes fois été posée. C'est décidé, je suis candidat.

Ferme et définitif...

Je suis candidat pour 2020.

Cette annonce, vous l'avez faite il y a quelques jours devant vos partisans, vos compatriotes ivoiriens d'Espagne. C'est dans ce même pays aussi que vous dites avoir été victime d'une mystérieuse tentative d'arrestation dans un grand hôtel de Barcelone. Vous avez laissé entendre que derrière tout cela, il y avait le pouvoir ivoirien. Celui-ci clément catégoriquement. Est-ce que vous ne jouez pas un peu au martyr ?

Ai-je besoin de jouer au martyr ? L'hôtel dans lequel j'ai logé existe. Il s'appelle El Palace de Barcelone. Les faits que j'ai évoqués, d'ailleurs le communiqué du gouvernement ne dément pas la survenance des faits, mais simplement essaie de se dédouaner. J'ai décidé, pour la clarté des choses, de laisser la justice espagnole, qui est insoupçonnée, faire son travail.

Mais qui est derrière ?

Justement, la justice espagnole le dira.

Parce qu'on ne comprend pas tout. La police est intervenue au milieu de la nuit et finalement, vous a laissé tranquille.

Je dis une fois de plus, l'hôtel où j'ai résidé, où les faits se sont déroulés, existe. Le directeur de l'hôtel m'a adressé des excuses, la justice espagnole est saisie. Donc, laissons la justice faire son travail. Je ne veux pas anticiper sur ce que dira la justice. Mais, voyez- vous, quand on a été à des responsabilités, comme je les ai assumés dans mon pays, on ne prend pas de risque avec ce genre de choses. Le président Alassane Ouattara a affirmé à plusieurs reprises qu'il n'empêcherait personne d'être candidat. Mais est-ce que vous ne craignez pas à votre retour, sans doute prochain, d'être inquiété par la justice et de ne pas pouvoir vous présenter à cette élection ? Je ne vois absolument pas de raisons pour que la justice m'empêche d'être candidat. Je vous ai dit, pour moi, c'est décidé. Il reste maintenant, en harmonie avec l'ensemble des Ivoiriens, que cette déclaration soit solennelle et officielle en terre de Côte d'Ivoire. Parce que pour moi, pour être président de la République d'un pays, c'est la rencontre entre un peuple et un homme. Vous rentrez quand ? Je serai déjà en Côte d'Ivoire la semaine prochaine.

Au Burkina Faso, au procès du putsch manqué de septembre 2015, c'est notamment sur la base d'écoutes téléphoniques que Djibril Bassolé, votre ami, vient d'être condamné. Et comme beaucoup ont reconnu aussi votre voix dans ces écoutes téléphoniques, est-ce que vous ne craignez pas d'être poursuivi de votre côté, qui sait, par la justice ivoirienne ?

Par la justice burkinabè ou la justice ivoirienne ?

La justice ivoirienne.

A quel motif ?

Alors burkinabé...

Alors pour vous rafraîchir la mémoire, sachez qu'en 2016, j'ai été l'objet d'un mandat d'arrêt international qui a été abandonné et que d'ailleurs, Interpol avait totalement discrédité. Donc je ne vois plus de raisons d'être inquiété par quelle que justice que ce soit.

Vous avez un passé sulfureux sans remonter jusqu'au coup de force de septembre 2002 et cette affaire des écoutes. On pense notamment à l'assassinat de votre ancien frère d'arme, Ib. C'était en avril 2011. On pense à cette découverte d'une cache d'armes chez votre directeur du protocole, à Bouaké, en plein mutinerie, en mai 2017. Est-ce que vous n'allez pas traîner ces deux affaires comme des boulets à votre pied ?

En ce qui concerne la mort de M. Coulibaly Ibrahim dit Ib, je n'étais pas en Côte d'Ivoire.

Vous étiez Premier ministre...

Oui, j'étais Premier ministre donc vous pouvez quand même concéder que je n'avais pas de pistolet sur moi.

Vous auriez pu être le commanditaire...

Vous m'accusez...

Non, je le mets au conditionnel

Si c'est au conditionnel, permettez-moi de dire, avec la vérité sur les faits et l'exactitude matérielle des faits, je n'étais pas en Côte d'Ivoire quand Ib a été tué. Donc, je ne pouvais pas avoir tenu le pistolet. Pour le reste, la justice de Côte d'Ivoire a du travail à faire. La vérité est dans la main de la justice.

Et pour la mutinerie et la découverte de cette cache d'armes chez votre directeur du protocole ?

Là aussi, mon directeur du protocole a été en prison. Il a été par la suite libéré. Donc je ne vois pas en quoi cela me concernerait.

Donc vous êtes blanchi ?

Celui chez qui on a trouvé les armes est allé en prison. Il a recouvré la liberté, pourquoi M. Christophe voudrait que je sois incriminé ?

Vous êtes désormais candidat, vous lancez ce nouveau mouvement, mais aux dernières élections locales, vos partis ont été battus. On sait qu'il y a une sorte d'hégémonie des trois principaux partis en Côte

d'Ivoire, ces dernières décennies. Est-ce que ce n'est pas une candidature presque suicidaire parce que cela paraît presque impossible ?

D'abord, une élection locale, ce n'est pas la présidentielle. Je voulais faire cette précision. A la présidentielle, j'irai comme je vous l'ai dit, avec le soutien du peuple de Côte d'Ivoire. Et je réaffirme ici, que c'est au peuple et le seul peuple de Côte d'Ivoire de décider qui il désignera, il élira pour présider aux destinées de la Côte d'Ivoire. Nous venons de lancer notre mouvement. Déjà pour les premiers jours du lancement de ce mouvement que j'ai fait à Valence, nous sommes à plus de 7000 adhérents en ligne. Je n'ai pas encore dit sur le terrain mais nous pensons que c'est un mouvement qui va marcher. Et je veux vous préciser que quand M. Macron, ici en France, lançait En Marche, toute la classe politique était unanime qu'il ne serait jamais président élu.

Donc vous espérez être le Macron ivoirien...

Non, je n'espère rien du tout. J'espère être le Guillaume Soro de Côte d'Ivoire, élu président en 2020.

Pour cela, il faut que les élections soient libres et transparentes. Est-ce que vous pensez qu'elles le seront ?

Malheureusement, j'ai le sentiment que les premiers pas, parce que vous savez qu'une élection présidentielle c'est tout un processus. La semaine dernière, avec la mise en place de la Commission électorale indépendante, j'ai des craintes. J'ai des craintes pour la stabilité de la Côte d'Ivoire, pour la paix en Côte d'Ivoire. J'ai envie de paraphraser le président Chirac, paix à son âme. Tout le monde sait que cette Commission électorale indépendante est stipendiée, aux ordres. Tout le monde sait que cette commission va brûler la Côte d'Ivoire. Et tous, vous faites semblant de ne pas voir. Vous regardez ailleurs.

Brûler, c'est quoi ? C'est la guerre civile ?

Non. C'est l'instabilité. Vous savez qu'en Afrique, généralement, les guerres, l'instabilité partent des processus électoraux mal maîtrisés ou organisés. Ce serait dommage que je ne tire pas la sonnette d'alarme. Et ce sont les paroles de quelqu'un qui a organisé une élection en Côte d'Ivoire.

Vous avez été longtemps le plus proche allié d'Alassane Ouattara, et il y a encore neuf mois, vous l'avez entendu, le président de la Côte d'Ivoire, il a dit : « Guillaume Soro pour moi, c'est toujours un de mes fils. Je n'exclue pas son retour à la maison ». Alors, est-ce que la rupture est vraiment consommée ?

Au plan politique, je pense que la rupture est consommée puisque j'ai lancé mon mouvement. Ce mouvement va à la conquête du pouvoir d'État. Mais je dois vous dire qu'au plan personnel et humain, je continue à garder beaucoup de respect pour le président Ouattara.

Vous vous parlez toujours ?

Pour être honnête, il y a bien un moment que nous ne nous sommes pas parlé directement. Mais il existe des passerelles.

Est-ce que la vraie raison de cette rupture politique

n'est pas qu'il vous aurait promis de lui succéder et qu'il n'a pas tenu promesse.

En politique, la promesse n'engage que ceux qui y croient. Moi, j'ai décidé de prendre mon destin en main, de m'assumer. J'ai 47 ans et je pense que désormais, je ferai cavalier seul.

Certains disent que votre perte d'influence est liée à celle des militaires com'zones. Vous connaissez cette phrase que Laurent Gbagbo a écrite sur vous dans son dernier livre : « C'est aux armes que Guillaume Soro doit sa place. Le jour où il n'aura plus les armes, il devra s'inquiéter ».

Dites lui que moi je suis heureux de ne pas avoir d'armes et d'être dans l'arène politique et de me battre en tant qu'homme politique pour arriver à mes fins.

Vous avez dit que Alassane Ouattara vous aurait promis qu'il ne ferait pas de troisième mandat en 2020. Est-ce qu'il va tenir parole ?

J'ai envie de vous dire qu'en politique, rien n'est définitif. Tout est volatil.

Votre sentiment ?

Je n'en sais rien. Je pense que quand on a des ouailles autour de soi, comme ce fut le cas de Bouteflika, en Algérie, qui, tous les jours vous disent : «Président, si tu n'y vas pas, le système va s'écrouler, on va tous tomber je pense que M. Ouattara peut être pris dans l'hésitation.

Depuis la rupture entre Alassane Ouattara et le président Bédié, vous avez vu ce dernier à plusieurs reprises. Est-ce qu'il y a un accord de désistement entre vous deux pour le deuxième tour de 2020 ?

Avec le président Bédié, nous avons échangé longuement, parlé d'ailleurs, et je m'en réjouis, du soutien qu'il m'a apporté. Le principe est très net et je pense qu'il est démocratique. Tous ceux qui en Côte d'Ivoire veulent aller aux élections présidentielles, qu'ils soient tous candidats et au deuxième tour, dans l'opposition, nous nous mettrons d'accord pour soutenir celui qui sera le mieux placé d'entre nous.

Après son acquittement en première instance de la Cour pénale internationale, Laurent Gbagbo a rencontré Henri Konan Bédié, mais il ne vous a pas reçu. Pourquoi est-ce qu'il ne vous reçoit pas ? Il ne veut pas vous recevoir ?

Je n'en sais rien. Ce que je peux vous révéler par contre, c'est que nous avons des contacts par personnes interposées.

Et vous allez le voir bientôt ?

J'ai toujours dit que si le président Laurent Gbagbo était disposé à me rencontrer, je n'y verrai aucun inconvénient.

ALASSANE SANOU

Mise en place pour le meeting

La place Jean-Paul II fin prête pour accueillir la grand'messe



Le secrétaire exécutif du Pdc-Rda, Pr Guikahué, est allé inspecter la Place Jean-Paul II

le coordonnateur général des manifestations des Journées politiques. Comme vous le voyez si bien, la mise en place est en train de se faire et nous sommes fin prêts. Tous ceux qui arrivent peuvent venir sur la place Jean Paul II. Nous demandons à tous les militants de se mobiliser pour que la fête soit belle." a indiqué Kamagaté Brahim.

JEROME N'DRI

Guikahué aux militants : « N'ayez pas peur, Houphouët veille sur nous »

La Place Jean-Paul II de Yamoussoukro accueille, ce matin, le giga meeting du Pdc qui va clôturer les Journées politiques et d'hommage à Félix Houphouët-Boigny organisées par le Pdc-Rda. cet espace a fait peau neuve pour accueillir cette grande fête. Pour la toute première fois pour un meeting à Yamoussoukro, la mythique Place Jean-Paul II est entièrement occupée. Sur le plan logistique, tous les petits plats ont été mis dans les grands pour réussir la mise en place. des milliers de chaises disposées, plus de 10 écrans géants installés, un podium impressionnant installé, des barrières de sécurité soigneusement disposées. bref tout est fin prêt pour la grand'messe. Pour le secrétaire exécutif en chef, les militants ne doivent pas avoir peur mais ils doivent plutôt converger à Yamoussoukro aujourd'hui. " Il n'y a pas de problème de sécurité et les militants ne doivent pas avoir peur. Qu'ils viennent massivement. Nous ne sommes pas contre quelqu'un et nous voulons parler de notre parti. Et cela sera une belle fête. C'est une très belle fête à Houphouët-Boigny et nous avons fait une belle messe ce matin (hier matin NDLR). Nous avons senti que le président Houphouët-Boigny était dans la salle. Houphouët-Boigny veille sur nous et personne ne peut nous atteindre." a rassuré le ministre Maurice Kakou Guikahué. Pour sa part, le président du comité organisations pratiques a tenu à rassurer sur les dispositions pratiques qui ont été prises au niveau des organisations pour réussir ce challenge. " Nous venons de faire une visite de reconnaissance des lieux avec

Soutien aux Pme / La 8ème édition de la Cgeci Academy qui Vient de prendre fin à Abidjan, a enregistré plusieurs panélistes dont M. Ouattara Abou Sié, Le Directeur général des Impôts (Dgi)

Les opérateurs économiques invités à sortir de l'informel



**Ouattara Abou Sié,
Dg des Impôts: «Sortez
du noir et bénéficiez de
l'amnistie fiscale»**

La 8ème édition de la Cgeci Academy qui Vient de prendre

fin à Abidjan, a enregistré plusieurs panélistes dont M. Ouattara Abou Sié, Le Directeur général des Impôts (Dgi). Qui a pris part au panel sur le thème suivant « Les dispositifs fiscaux pour encourager l'entrepreneuriat et les réformes fiscales ». Aussi Ouattara Abou Sié, a-t-il exposé les mesures d'incitations fiscales au profit des Pme. Dans le cadre de la promotion des Pme, un certain nombre de mesures ont été prises, pour apporter des solutions aux problèmes spécifiques rencontrés par cette catégorie d'entreprises. Il s'agit notamment de l'exonération de la patente qui est le premier impôt lié à l'exercice de toute activité commerciale. Ainsi, les Pme sont exonérées de la contribution des patentes au titre des deux premières années suivant la date de leur création. Cette exonération a été portée à cinq ans avec l'annexe fiscale de 2019. Deuxième mesure phare est la réduction de 25 % d'impôt foncier, pour une période de deux ans, si la Pme créée dispose d'un actif de bien immobilier ou bâtiment au moment de leur création à la condition que, ces entreprises s'acquittent leurs impôts, au plus tard, le 15 mars et 15 juin de chaque année. Troisième mesure exposée par le Dg des Impôts est liée à l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement accordés aux Pme qui se créent et qui entendent modifier leurs formes sociales ou leurs capitaux sociaux pour les entreprises exploitées sous forme individuelle. Les Pme sont exonérées du droit de timbre et d'enregistrement au titre des actes relatifs aux marchés publics passés avec l'Etat. La cinquième mesure d'incitation exposée est l'octroi d'un crédit d'impôt à la Pme qui embauche deux salariés ivoiriens. L'exonération d'impôt minimum forfaitaire au titre du premier exercice comptable fait également partie des mesures d'incitation fiscales accordées aux Pme ainsi que l'exonération d'impôts et taxes pour les Pme éligibles au code des investissements. Enfin, des réductions d'impôts pour les Pme qui adhèrent aux Centres de gestion agréés (Cga). Tout cet arsenal fiscal et législatif devrait permettre aux investisseurs privés d'exercer en toute sérénité, leurs activités. Le Directeur général a également relevé le contrôle à blanc qui constitue une mesure inédite qui n'existe dans aucun pays. Il s'agit d'un contrôle à blanc qui permet à l'administration de procéder à la saisine de l'entrepreneur un contrôle sans pénalités. Cette assistance est apportée aux Pme de faire une revue, de leur gestion, d'identifier leurs insuffisances pour proposer des solutions. En direction des opérateurs du secteur de l'informel, le panéliste a fait cette adresse : «Je vous fais grâce de vos

passés, mais, venez au grand jour à la lumière. Sortez du noir et bénéficiez de l'amnistie fiscale».

BAMBA MAFOUMGBÉ

Côte d'Ivoire-Banque mondiale / La coopération entre la Banque mondiale et la Côte d'Ivoire se porte bien.

Amadou Gon Coulibaly se félicite de l'excellente coopération



Le Chef du gouvernement a eu une séance de travail avec Hafez Ghanem, vice-président de la Banque mondiale Afrique.

La coopération entre la Banque mondiale et la Côte d'Ivoire se porte bien. Que ce soit au niveau des ressources ou des montants alloués à la Côte d'Ivoire dans le cadre du guichet Ida. Je voudrais me féliciter de la nature des projets sur lesquels nous travaillons ensemble. Ces projets nous ont été d'un appui très important au niveau de la transformation de notre économie. » Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a exprimé ce satisfecit, hier, lors d'une séance de travail avec M. Hafez Ghanem, vice-président de la Banque mondiale Afrique, à la faveur des Assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale auxquelles il participe. Se référant aux conclusions de la 5e revue du Programme économique et triennal, soutenu par l'institution, grâce à des accords conclus dans le cadre de la Facilité élargie du crédit (Fec) et du Mécanisme élargi de crédit, tenue du 18 septembre au 1er octobre, le chef du gouvernement, visiblement heureux, a fait savoir que l'économie ivoirienne a montré de la résilience et ajouté que de bonnes perspectives sont prévues en 2019 et 2020. Avec un taux de croissance estimé à 7,4% en 2018 pour une projection de 7,5% en 2019. Le chef du gouvernement a révélé que la plus grande institution financière mondiale intervient aussi dans la lutte contre la pauvreté; précisément dans le projet Filets sociaux productifs. à cela, s'ajoutent les projets financés à travers le guichet Ida, notamment le volet électricité pour tous. un projet qui vise à renforcer l'efficacité et la fiabilité

de l'approvisionnement et l'accès à l'électricité pour tous. Au cours de cette rencontre, le Premier ministre a sollicité l'aide du groupe pour la mise en place d'une stratégie de logistique en Côte d'Ivoire et son accompagnement pour la transformation des matières premières notamment l'anacarde. Visiblement satisfaits des performances économiques du pays, les experts de la Banque mondiale ont, une fois de plus, réaffirmé leurs engagements à accompagner la Côte d'Ivoire. Concernant le projet de la transformation de l'anacarde, financé par la Banque mondiale, les interlocuteurs du chef du gouvernement se sont voulus rassurants. « Le projet anacarde avance bien d'autant que le taux de décaissement est de 15% après un an de mise en œuvre », a assuré Hafez Ghanem.

ÉMELINE P. AMANGOUA

Ghana

Des pluies font plus d'une vingtaine de morts

Le nord-est du Ghana est dévasté par des pluies torrentielles depuis plusieurs jours, ont annoncé vendredi à l'AFP les services de secours. «Nous avons pour l'heure dénombré 28 morts. Environ 640 personnes dans six localités ont du quitter leurs foyers, nous les avons relogées », a déclaré George Ayisi, porte-parole de l'organisme national de gestion des catastrophes (NAdMo). «Environ 286 maisons [en torchis] se sont effondrées à cause de la catastrophe, ce qui rend la vie difficile pour la population [...] La plupart des déplacés ont perdu leurs effets personnels – vêtements, objets de valeur, argent», a-t-il ajouté. «Il ne semble pas que les pluies cessent bientôt. Le service météorologique nous a informés que les pluies vont durer jusqu'à la première semaine de novembre, nous devons donc nous préparer à tout» dans cette région située à plus de 800 km de la capitale Accra, selon George Ayisi. Selon le NAdMo, 46 personnes au total ont été tuées dans des fortes pluies et des inondations cette année au Ghana, où ces phénomènes sont fréquents

AFP

GARANTIR L'ACCÈS AU HAUT DÉBIT POUR TOUS EN AFRIQUE / Le rapport de la Banque mondiale, publié hier, a fait état de l'accès au haut débit pour tous en Afrique

Un enjeu à 100 milliards de dollars



Le rapport de la Banque mondiale, publié hier, a fait état de l'accès au haut débit pour tous en Afrique. Il révèle que le montant des investissements nécessaires pour garantir un accès universel, abordable et de qualité sur l'ensemble du continent, d'ici 2030, s'élève à 100 milliards de dollars.

La Banque mondiale vient de publier un rapport sur la garantie de l'accès au haut débit pour tous en Afrique. Le document renseigne que le montant des investissements nécessaires pour garantir un accès universel, abordable et de qualité sur l'ensemble du continent, d'ici 2030, s'élève à 100 milliards de dollars. Alors que moins d'un tiers des Africains sont actuellement connectés à l'Internet haut débit. Ce nouveau rapport a été présenté à l'occasion des Assemblées annuelles du groupe de la Banque mondiale qui plaide pour des mesures urgentes, afin de combler le retard en matière de connectivité et définit une série d'étapes à suivre pour réaliser cet objectif ambitieux. Le rapport propose un éclairage concret et des pistes pour parvenir à cet objectif, dont un plan d'action détaillé. Garantir un accès universel au haut débit signifie, pour les pays africains, connecter plus de 1,1 milliard d'individus supplémentaires. Une ambition qui exigera des efforts inédits et concertés des gouvernements, du secteur privé, des partenaires au développement et de la société civile. Mais, selon le rapport, l'investissement en vaut la peine. "Cette stratégie numérique est avant tout une stratégie de soutien à la croissance et à l'emploi", dit le vice-président de la Banque mondiale pour les infrastructures, Makhtar Diop. Environ 450 millions de personnes devraient rejoindre les rangs de la population active en Afrique, entre 2015 et 2035. Si les tendances actuelles perdurent, moins d'un quart d'entre elles décrocheront un emploi stable. L'extension de l'accès à l'Internet va permettre de créer des millions de débouchés.

"Aucun acteur ne pourra, seul, atteindre l'objectif de 2030"

Alors que le nombre de raccordements au haut débit en Afrique a franchi la barre des 400 millions en 2018 (soit pratiquement 20 fois plus qu'en 2010), le taux de pénétration de la 3G et de la 4G n'atteint que 25 % en moyenne. Et la couverture haut débit mobile ne dépasse pas les 70 % de la population africaine. Même en Afrique du Nord, les marges de croissance sont considérables, le réseau 4G ne desservant que 60 % environ de la population. L'accélération indispensable de la transformation numérique de l'Afrique est confrontée à d'autres obstacles, notamment le manque de fiabilité et le coût des raccordements à l'électricité. Selon le rapport, près de 80 % du total des investissements nécessaires sont directement liés au déploiement et à l'entretien des réseaux large bande. Mais connecter les populations actuellement privées d'accès à l'Internet haut débit ne se limite pas aux seules infrastructures : environ 20 % des investissements concernent le développement des compétences numériques des usagers et la création de contenu local, sachant qu'entre 2 et 4 % des investissements devront, par ailleurs, viser la mise en place d'un cadre réglementaire adapté. Alors que le secteur privé a été à l'origine des initiatives les plus réussies en matière de haut débit, les organismes publics ont un rôle crucial à jouer, qu'il s'agisse de réglementer le secteur, pallier les éventuelles défaillances du marché ou installer les conditions propices à un accès ouvert et concurrentiel. "Le développement de l'accès à l'Internet et de la couverture réseau ne progresse pas dans une grande partie de l'Afrique. Parallèlement, dans un grand nombre de pays, le prix du service est de plus en plus onéreux. L'amélioration de l'inclusion numérique passe par une collaboration plus efficace et capable de sortir des sentiers battus", plaide Doreen Bogdan-Martin, Directrice du Bureau de développement des télécommunications de l'UIT et membre de la Commission sur le haut débit pour le développement durable. Pour lui, ils doivent mobiliser toutes les forces et toute l'expertise. "Les gouvernements peuvent, pour leur part, adopter des politiques de soutien aux nouvelles technologies, aux nouveaux modèles économiques et aux investissements. Des politiques adaptées inciteront alors le secteur privé à déployer les infrastructures nécessaires et à explorer de nouvelles technologies et applications qui alimenteront la demande", poursuit-il.

"Mobiliser le secteur privé"

Pour connecter les 100 millions d'individus vivant en milieu rural et dans des zones isolées, hors de portée des réseaux mobiles traditionnels, il va falloir mobiliser le secteur privé,

recourir à des modèles commerciaux innovants et déployer des technologies alternatives, à l'image des solutions fondées sur le satellite ou le wifi, poursuit le rapport. "Soyons réalistes : aucun acteur ne pourra, seul, atteindre l'objectif de 2030 et supporter les 100 milliards de dollars d'investissements nécessaires. Toutes les parties prenantes doivent s'entendre et collaborer pour parvenir à garantir à tous les Africains l'accès à une connexion internet abordable", souligne vice-président de la Banque mondiale pour la région Afrique Hafez Ghanem. Le rapport s'appuie sur l'expertise des commissaires et d'experts du monde entier. À propos de la Commission sur le haut débit pour le développement durable, l'Union internationale des télécommunications (Uit) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) ont créé, en 2010, une "commission sur le haut débit pour le développement numérique", dans l'objectif d'inscrire cet enjeu à l'ordre du jour de la communauté internationale et de développer l'accès au haut débit dans chaque pays, pour pouvoir accélérer la réalisation des objectifs nationaux et internationaux de développement. Avec l'adoption des objectifs de développement durable des Nations Unies en septembre 2015, cette commission a évolué pour devenir la Commission sur le haut débit pour le développement durable afin de mettre en avant et documenter l'importance des Tic et des technologies haut débit pour le développement durable. Elle est composée de hauts dirigeants d'entreprises du secteur, de hauts responsables publics et de représentants de gouvernement, ainsi que de membres d'organismes internationaux, des milieux académiques et d'organisations œuvrant pour le développement.

AIDA DIÈNE